



CHAPITRE 31

Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial
sur le revenu

[Sanctionnée le 16 décembre 1966]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
69, a. 12,
mod.

1. L'article 12 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69), modifié par l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots et chiffres « à la date du 1er janvier 1965 » par les mots et chiffres « à la date du 1er décembre 1966 ».

Id., a. 13,
mod.

2. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe *a*, les mots et chiffres « le 1er janvier 1965 » par les mots et chiffres « le 1er décembre 1966 ».

Id., a. 15,
mod.

3. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

Dépenses
non ad-
mises par
loi fédé-
rale.

« *b*) de tout autre déboursé ou dépense, non admise en déduction pour les fins de l'impôt fédéral sur le revenu par une loi du Parlement du Canada ou un règlement adopté sous son empire, en vigueur à la date du 1er décembre 1966; ».

S.R., c.
69, a. 37,
mod.

4. L'article 37 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 13-14 Elizabeth II,

CHAPTER 31

An Act to amend the Provincial Income
Tax Act

[Assented to 16th December 1966]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69), amended by section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing the words and figures "on the 1st of January, 1965" in the third and fourth lines by the words and figures "on the 1st of December, 1966".

R.S., c.
69, s. 12,
am.

2. Section 13 of the said act, amended by section 3 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing the words and figures "on the 1st of January, 1965" in the sixth line of paragraph *a* by the words and figures "on the 1st of December, 1966".

Id., s. 13,
am.

3. Section 15 of the said act, amended by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing paragraph *b* by the following:

"*(b)* any other outlay or expense, not allowed to be deducted for federal income tax purposes, by an act of the Parliament of Canada or a regulation made thereunder, in force as at December 1st, 1966;".

Expenses
not al-
lowed by
federal
act.

4. Section 37 of the said act, amended by section 9 of the act 13-14 Elizabeth II,

R.S., c.
69, s. 37,
am.

chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *a*, les mots et chiffres « le 1er janvier 1965 » par les mots et chiffres « le 1er décembre 1966 ».

chapter 26, is again amended by replacing the words and figures "on the 1st of January 1965" in the first and second lines of paragraph *a* by the words and figures "on the 1st of December 1966".

S.R., c.
69, a. 40
mod.

5. L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes *a* à *q* par les suivants:

« *a*) 5.2 pour cent du montant imposable s'il n'exède pas \$1,000;

b) \$52 plus 6.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$1,000 si celui-ci est supérieur à \$1,000 mais n'exède pas \$2,000;

c) \$118 plus 8.0 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'exède pas \$3,000;

d) \$198 plus 8.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$3,000 si celui-ci est supérieur à \$3,000 mais n'exède pas \$4,000;

e) \$287 plus 10.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$4,000 si celui-ci est supérieur à \$4,000 mais n'exède pas \$6,000;

f) \$493 plus 12.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$6,000 si celui-ci est supérieur à \$6,000 mais n'exède pas \$8,000;

g) \$737 plus 14.1 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$8,000 si celui-ci est supérieur à \$8,000 mais n'exède pas \$10,000;

h) \$1,019 plus 16.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$10,000 si celui-ci est supérieur à \$10,000 mais n'exède pas \$12,000;

i) \$1,349 plus 18.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$12,000 si celui-ci est supérieur à \$12,000 mais n'exède pas \$15,000;

j) \$1,913 plus 21.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$15,000 si celui-ci est supérieur à \$15,000 mais n'exède pas \$25,000;

k) \$4,033 plus 23.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$25,000 si celui-ci est supérieur à \$25,000 mais n'exède pas \$40,000;

l) \$7,558 plus 25.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède

5. Section 40 of the said act, amended R.S., c. 69, s. 40, ^{ann.} by section 10 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing paragraphs *a* to *q* by the following:

“(a) 5.2 per cent of the amount taxable if it does not exceed \$1,000;

(b) \$52 plus 6.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$1,000 if such amount exceeds \$1,000 but does not exceed \$2,000;

(c) \$118 plus 8.0 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$2,000 if such amount exceeds \$2,000 but does not exceed \$3,000;

(d) \$198 plus 8.9 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$3,000 if such amount exceeds \$3,000 but does not exceed \$4,000;

(e) \$287 plus 10.3 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$4,000 if such amount exceeds \$4,000 but does not exceed \$6,000;

(f) \$493 plus 12.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$6,000 if such amount exceeds \$6,000 but does not exceed \$8,000;

(g) \$737 plus 14.1 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$8,000 if such amount exceeds \$8,000 but does not exceed \$10,000;

(h) \$1,019 plus 16.5 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$10,000 if such amount exceeds \$10,000 but does not exceed \$12,000;

(i) \$1,349 plus 18.8 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$12,000 if such amount exceeds \$12,000 but does not exceed \$15,000;

(j) \$1,913 plus 21.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$15,000 if such amount exceeds \$15,000 but does not exceed \$25,000;

(k) \$4,033 plus 23.5 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$25,000 if such amount exceeds \$25,000 but does not exceed \$40,000;

(l) \$7,558 plus 25.9 per cent of that part of the amount taxable exceeding

\$40,000 si celui-ci est supérieur à \$40,000 mais n'excède pas \$60,000;

m) \$12,738 plus 28.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000 mais n'excède pas \$90,000;

n) \$21,198 plus 30.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$90,000 si celui-ci est supérieur à \$90,000 mais n'excède pas \$125,000;

o) \$31,908 plus 32.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$125,000 si celui-ci est supérieur à \$125,000 mais n'excède pas \$225,000;

p) \$64,808 plus 35.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$225,000 si celui-ci est supérieur à \$225,000 mais n'excède pas \$400,000;

q) \$126,583 plus 37.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$400,000 si celui-ci est supérieur à \$400,000. »

S.R., c.
69, u. 41,
rempl.

6. L'article 41 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Montant
ajouté à
l'impôt.

« **41.** Il doit être ajouté à l'impôt payable par un contribuable, calculé suivant l'article 40, pour chaque année d'imposition, une somme égale à deux pour cent du montant par lequel le revenu de placement du contribuable pour l'année excède le plus élevé des deux montants suivants :

a) deux mille quatre cents dollars, ou

b) le total des déductions sur le revenu pour l'année auxquelles il a droit sous les articles 31 à 36 inclusivement.

« revenu
de place-
ment ».

Aux fins du présent article, l'expression « revenu de placement » signifie le revenu de l'année d'imposition moins le total du revenu gagné pour l'année et des montants qui peuvent être déduits du revenu en vertu de l'article 37, sauf les déductions concernant les pertes commerciales.

« revenu
gagné ».

Aux fins du présent article, l'expression « revenu gagné » signifie l'ensemble

a) du traitement ou salaire, des prestations de pension de retraite ou de pension, des allocations de retraite, des prestations consécutives au décès, des redevances à l'égard d'un ouvrage ou d'une invention dont le contribuable est l'auteur ou l'inventeur, des montants inclus dans le

\$40,000 if such amount exceeds \$40,000 but does not exceed \$60,000;

(m) \$12,738 plus 28.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$60,000 if such amount exceeds \$60,000 but does not exceed \$90,000;

(n) \$21,198 plus 30.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$90,000 if such amount exceeds \$90,000 but does not exceed \$125,000;

(o) \$31,908 plus 32.9 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$125,000 if such amount exceeds \$125,000 but does not exceed \$225,000;

(p) \$64,808 plus 35.3 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$225,000 if such amount exceeds \$225,000 but does not exceed \$400,000;

(q) \$126,583 plus 37.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$400,000 if such amount exceeds \$400,000."

6. Section 41 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
69, s. 41,
replaced.

« **41.** There shall be added to the tax payable by a taxpayer under section 40, for each taxation year, an amount equal to two per cent of the amount by which the taxpayer's investment income for the year exceeds the greater of :

Amount
added to
tax.

(a) two thousand four hundred dollars, or

(b) the aggregate of the deductions from income for the year to which he is entitled under sections 31 to 36 inclusive.

For the purposes of this section, "investment income" means the income for the taxation year minus the aggregate of the earned income for the year and the amounts deductible from income under section 37, except the deductions respecting business losses.

"invest-
ment in-
come".

For the purposes of this section, "earned income" means the aggregate of

"earned
income".

(a) salary or wages, superannuation or pension benefits, retiring allowances, death benefits, royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer is the author or inventor, amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of paragraph d of section 7, amounts

calcul du revenu du contribuable en vertu du paragraphe *d* de l'article 7, des montants assignés au contribuable par un fiduciaire selon un plan de participation des employés aux bénéfices, des montants qu'a reçus le contribuable d'un fiduciaire sous le régime d'un plan de prestation de chômage supplémentaire et des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des dispositions concernant les plans enregistrés d'épargne-retraite et les plans de participation différée aux bénéfices,

b) du revenu provenant de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

c) du revenu de loyers provenant de biens immobiliers,

d) de la partie du revenu d'un bénéficiaire d'une succession ou d'une fiducie qui lui a été attribuée et qui provient de la location de biens immobiliers, et

e) de tout revenu défini par règlement comme de source canadienne, moins

i. les pertes commerciales subies dans l'année d'imposition au cours de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

ii. les pertes subies au cours de l'année d'imposition dans la location de biens immobiliers,

iii. les montants admis en déduction du revenu en raison d'un plan enregistré d'épargne-retraite,

iv. tout montant reçu au cours de l'année d'imposition à titre de prestations en vertu d'un plan de participation différée aux bénéfices, de prestations de pensions, de pensions de retraite ou d'allocations de retraite qui est, en vertu du paragraphe *a* de l'article 13, admis en déduction du revenu pour la même année comme contribution à un plan de participation différée aux bénéfices, à un fonds de pension approuvé ou à un plan approuvé d'épargne pour la retraite, et

v. tout montant reçu dans l'année d'imposition à titre de prestations en vertu d'un plan de participation différée aux bénéfices, de prestations de pensions, de pensions de retraite, d'allocations de retraite ou de prestations au décès

allocated to the taxpayer by a trustee under an employees profit sharing plan, amounts received by the taxpayer from a trustee under a supplementary unemployment benefit plan and amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of the provisions respecting registered retirement savings plans and deferred profit sharing plans,

(*b*) income from the carrying on of a business, either alone or as a partner actively engaged in the business,

(*c*) rental income from immovable property,

(*d*) the portion of the income of a beneficiary of an estate or trust allocated to him and derived from the leasing of immovable property, and

(*e*) all income defined by regulation as of Canadian origin, minus

i. business losses sustained in the taxation year in the course of the carrying on of a business, either alone or as a partner actively engaged in the business,

ii. losses sustained in the taxation year from the rental of immovable property,

iii. amounts deductible from income by reason of a registered retirement savings plan,

iv. any amount received in the taxation year as a benefit under a deferred profit sharing plan, as pension or superannuation benefits, or as retiring allowances, which, by virtue of paragraph *a* of section 13, is deductible from income for the same year as a contribution to a deferred profit sharing plan, an approved pension fund or an approved retirement savings plan, and

v. any amount received in the taxation year as a benefit under a deferred profit sharing plan, as pension or superannuation benefits, as retiring allowances or as death benefits, which, by virtue of paragraph *a* of section 13, is deductible from income

qui est, en vertu du paragraphe *a* de l'article 13, admis en déduction du revenu pour la même année à titre de paiement de droits sur les successions ou d'impôt sur les biens transmis par décès.

Répari-
tion des
dépenses.

Lorsque des dépenses ont été faites aux fins de réaliser un revenu gagné et un revenu de placement, elles doivent, pour l'application du présent article, être réparties en portions raisonnables entre le revenu gagné et le revenu de placement. »

S.R., c.
69, a. 48,
mod.

7. L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 14 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots et chiffres « le premier janvier 1965 » par les mots et chiffres « le premier décembre 1966 ».

Id., a. 59,
remp.

8. L'article 59 de ladite loi, est remplacé par le suivant :

Interpré-
tation :
« paie-
ment de
redresse-
ment » ;

« **59.** 1. Dans le présent article
a) « paiement de redressement » signifie un paiement fait par la province au gouvernement d'une autre province ou du Canada en vertu du présent article ;

« montant
retenu ».

b) « montant retenu » ne comprend pas un montant qui a été remboursé au contribuable.

Paiement
de redres-
sement
autorisé.

2. Lorsque, pour une année d'imposition, le gouvernement d'une autre province ou du Canada est autorisé à faire remise à la province de Québec des montants retenus en vertu des lois de cette autre province ou du Canada, et que cette remise est, de l'avis du ministre, équivalente à un paiement de redressement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à faire un paiement de redressement au gouvernement de cette autre province ou du Canada et il peut, de plus, autoriser le ministre à signer avec le gouvernement de cette autre province ou du Canada toute convention jugée nécessaire pour la mise à exécution du présent article.

Ensemble
des mon-
tants.

3. Le total des paiements de redressement est égal à l'ensemble des montants retenus en vertu de l'article 58, durant une année d'imposition, sur des sommes dues à des contribuables qui, le dernier jour de ladite année, résidaient dans les provinces ayant droit à un paiement de redressement.

for the same year as a payment of succession duties or estate tax.

Where expenses were incurred for the purpose of earning both earned income and investment income, they shall, for the purpose of this section, be allocated in reasonable proportions to earned income and investment income."

Alloca-
tion of ex-
penses.

7. Section 48 of the said act, amended by section 14 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing the words and figures "on the first of January, 1965" in the seventh line by the words and figures "on the first of December, 1966."

R.S., c.
69, s. 48,
am.

8. Section 59 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 59,
replaced.

"**59.** (1) In this section

Meaning:
"adjust-
ing pay-
ment";

(a) "adjusting payment" means a payment made by the province to the government of another province or of Canada under this section;

(b) "amount withheld" does not include an amount which has been refunded to the taxpayer.

"amount
with-
held".

(2) Where, for a taxation year, the government of another province or of Canada is authorized to remit to the province of Quebec amounts withheld under the laws of such other province or of Canada, and such remittance is, in the opinion of the Minister, equivalent to an adjusting payment, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make an adjusting payment to the government of such other province or of Canada and may also authorize the Minister to sign, with the government of such other province or of Canada, any agreement deemed necessary for the carrying out of this section.

Adjusting
payment
author-
ized.

(3) The total of the adjusting payments shall be equal to the aggregate of the amounts withheld under section 58, in a taxation year, on sums due to taxpayers who, on the last day of the said year, were resident in the provinces entitled to adjusting payments.

Aggre-
gate of
amounts.

Montant déterminé par le ministre.

Le ministre détermine la partie du montant retenu en vertu de l'article 58 qui est versée au gouvernement d'une autre province et celle qui est versée au gouvernement du Canada, à titre de paiement de redressement.

Réclamations prohibées.

4. Un contribuable qui, le dernier jour d'une année d'imposition, résidait dans une province ayant droit à un paiement de redressement et a subi des retenues d'impôt dans la province de Québec, ne peut réclamer le remboursement des sommes ainsi retenues ni en appliquer le montant à l'acquittement de ce qu'il peut devoir à la province.

Déductions.

5. Un contribuable qui réside dans la province le dernier jour d'une année d'imposition peut déduire de l'impôt exigible pour cette année les retenues d'impôt faites par le gouvernement d'une autre province tenu de faire à la province un paiement équivalent à un paiement de redressement et cette partie des retenues d'impôt faites par le gouvernement du Canada qui est cédée à la province à titre de paiement équivalent à un paiement de redressement.

Excédent.

6. Lorsque le montant des retenues faites sur le revenu d'un contribuable en vertu de la présente loi ou en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu d'une autre province tenue de faire à la province un paiement équivalent à un paiement de redressement, et le montant cédé à la province par le gouvernement du Canada pour ce contribuable en vertu de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu excèdent l'impôt exigible de ce contribuable, cet excédent est réputé être un paiement en trop dont il est disposé conformément à l'article 72. »

S.R., c. 69, s. 61a, aj.

9. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 61 le suivant :

Agriculteurs et pêcheurs.

« 61a. Tout contribuable dont la principale source de revenu est l'agriculture ou la pêche doit payer au ministre, au plus tard le 31 décembre de chaque année d'imposition, un montant égal aux deux tiers de l'impôt qu'il estime devoir pour cette année, aux taux applicables sur la partie de son revenu qu'il estime impossible pour cette année ou sur son revenu impossible pour l'année précédente, et,

The Minister shall determine the portion of the amount withheld under section 58 that is paid to the government of another province and the portion that is paid to the government of Canada, as adjusting payments.

Amount determined by Minister.

(4) A taxpayer who, on the last day of a taxation year, was resident in a province entitled to an adjusting payment and from whom tax was withheld in the Province of Quebec, cannot claim repayment of sums so withheld or apply the amount thereof towards payment of what he may owe to the province.

Claim not permitted.

(5) A taxpayer resident in the province on the last day of a taxation year may deduct from the tax payable for such year the tax withheld by the government of another province bound to pay to the province an amount equivalent to an adjusting payment, and that portion of the tax withheld by the government of Canada which is transferred to the Province as a payment equivalent to an adjusting payment.

Deductions.

(6) Where the amount withheld from a taxpayer's income under this act or the income tax law of another province bound to make to the Province a payment equivalent to an adjusting payment, and the amount transferred to the Province by the government of Canada for such taxpayer under the federal Income Tax Act, exceed the tax payable by such taxpayer, such excess shall be deemed to be an overpayment and shall be disposed of in accordance with section 72."

Excess.

9. The said act is amended by inserting after section 61 the following :

R.S., c. 69, s. 61a ad.

« 61a. Every taxpayer whose chief source of income is farming or fishing shall pay to the Minister, on or before December 31st in each taxation year, an amount equal to two-thirds of the tax that he estimates as being payable by him for such year, at the rates applicable to that portion of his income that he estimates as being taxable for such year or on his taxable income for the preceding year,

Farmers and fishermen.

au plus tard le 30 avril de l'année suivante, le solde de l'impôt estimé conformément à l'article 53. »

and, on or before April 30th in the next year, the remainder of the tax as estimated under section 53."

S.R., c.
69, a. 62,
mod.

10. L'article 62 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « auquel le deuxième alinéa de l'article 58 s'applique » par les mots « visé par le deuxième alinéa de l'article 58 ou par l'article 61*a*. »

10. Section 62 of the said act is amended by replacing the words "to whom the second paragraph of section 58 applies" in the second and third lines by the words "contemplated in the second paragraph of section 58 or in section 61*a*." R.S., c.
69, s. 62,
am.

Id., a.
111, mod.

11. L'article 111 de ladite loi modifié par l'article 21 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots et chiffres « le premier janvier 1965 » par les mots et chiffres « le premier décembre 1966 ».

11. Section 111 of the said act, amended by section 21 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing the words and figures "on the 1st of January, 1965" in the fourth and fifth lines by the words and figures "on the 1st of December, 1966". Id., s. 111,
am.

Applica-
tion.

12. La présente loi s'applique à l'année d'imposition 1966 et aux années subséquentes; l'article 8 s'applique aussi à l'année d'imposition 1965.

12. This act shall apply to the taxation year 1966 and the subsequent years; section 8 shall apply also to the taxation year 1965. Applica-
tion.

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.